

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
25-26 rue des Ailes
ZA n°2 des Ailes
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 02/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

OREP PACKAGING

ZI de Vauzelle
37600 Loches

Références : 20250528
Code AIOT : 0010000711

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/10/2025 dans l'établissement OREP PACKAGING implanté ZI de Vauzelle 37600 Loches. L'inspection a été annoncée le 29/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- OREP PACKAGING
- ZI de Vauzelle 37600 Loches
- Code AIOT : 0010000711
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société OREP PACKAGING est spécialisée dans l'impression sur films plastiques, soit par héliogravure (impression en creux) soit par flexographie (impression en relief). Elle dispose de 3 unités d'impression par héliogravure et de 3 unités d'impression par flexographie.

Le principe de la flexographie consiste à utiliser un cliché en polymère sur un cylindre préalablement encré, en contact par rotation avec le support à imprimer. Le principe de l'héliogravure consiste quant à lui à utiliser un cylindre gravé qui est trempé dans un encrier ; les alvéoles du cylindre se chargent d'encre qu'elles viennent apposer sur le support à imprimer. Les encres utilisées sont soit des encres solvantées soit des encres aqueuses.

L'établissement dispose également de 4 installations de nettoyage : 3 installations fonctionnant avec des solvants organiques (acétate d'éthyle et « polywash ») dédiées aux lignes d'impression et au nettoyage des clichés, et une machine de nettoyage des cylindres de transfert d'encre, fonctionnant par projection de micro-billes de silice dans une cabine de nettoyage fermée. L'établissement a été autorisé par arrêté préfectoral du 13 janvier 2014 et comprend environ 150 salariés et une vingtaine d'intérimaires.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Installations de sprinklage (vérification et entretien)	Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 7.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
6	Vérification et entretien des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 7.3.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
8	Dispositions constructives des bâtiments de production	Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 7.3.2.1	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
11	Conditions de stockage (identification)	Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 7.6.2.	/	Demande d'action corrective	2 mois
12	Conditions de stockage (rétentions)	Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 7.6.3.	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Isolement des réseaux d'eau pluviale	Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 4.2.4	/	Sans objet
2	Confinement des eaux d'extinction d'un incendie	Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 7.7.6.	/	Sans objet
3	Ressources en eau pour l'intervention en cas d'incendie	Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 7.7.3.	/	Sans objet
4	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 7.7.2	/	Sans objet
7	Exutoire de fumées	Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 7.3.2.1.1; 7.3.2.1.2; 7.3.2.2; 7.3.2.3	/	Sans objet
9	Circulation / Voie pompiers	Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 7.3.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
10	Clôture de l'établissement / Accès	Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 7.3.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
13	Etat des stocks des préparations dangereuses	Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 7.2.1, 8.1.1.24 et 8.2.4	/	Sans objet
14	Rejets à l'atmosphère/captation	Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 3.2.1	/	Sans objet
15	Rejets à l'atmosphère/Autosurveillance (fréquence)	Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 9.2.1	/	Sans objet
16	Rejets à l'atmosphère/Concentrations	Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 3.2.5	/	Sans objet
17	Rejets à	Arrêté Préfectoral	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	l'atmosphère/Flux	du 13/01/2014, article 3.2.6		
18	Oxydateur thermique/Entrétien	Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 3.1.1	/	Sans objet
19	Plan de gestion de solvants (PGS)	Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 3.2.4.3	/	Sans objet
20	Rejets à l'atmosphère / Emissions diffuses de COV	Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 3.2.5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Isolement des réseaux d'eau pluviale

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 4.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Isolement des réseaux d'eau pluviale
Prescription contrôlée : Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ce dispositif est maintenu en état de marche, signalé et actionnable en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Son entretien préventif et sa mise en fonctionnement sont définis par consigne.
Constats : Le site est équipé d'un réseau de récupération des eaux pluviales bénéficiant d'une vanne d'obturation par guillotine actionnable manuellement. Elle est implantée en sortie de réseau, cette dernière permettant la dérivation des écoulements accidentels vers le bassin de confinement de 1300 m ³ . Une deuxième vanne d'obturation également actionnable manuellement est implantée derrière le bassin de 1300 m ³ . Ce dispositif est associé à une consigne affichée à proximité permettant sa bonne mise en oeuvre. => Ces éléments n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Confinement des eaux d'extinction d'un incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 7.7.6.
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction d'un incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité de 1300 m³ avant rejet vers le milieu naturel.</p>
<p>Constats :</p> <p>Comme indiqué au point de contrôle précédent, l'établissement comporte un bassin de confinement étanche en partie basse du site d'un volume de 1300 m³, de telle sorte que l'ensemble des eaux potentiellement polluées puissent y être recueillies avant rejet vers le milieu naturel.</p> <p>=> Ces éléments n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Ressources en eau pour l'intervention en cas d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 7.7.3.
Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau pour l'intervention en cas d'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une réserve d'eau de 600 m³, - un système d'extinction automatique d'incendie de type sprinklage implanté dans l'ensemble des bâtiments de l'établissement et alimenté par une réserve d'un volume de 420 m³ ; - des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets, - des robinets d'incendie armés sont disposés dans l'ensemble des bâtiments de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées ; les RIA situés dans la partie impression (héliogravure et flexographie) sont alimentés en émulseur via une réserve d'un volume minimal de 50 L. <p>Deux poteaux incendie, externes à l'établissement, situés à moins de 200 m et ayant un débit minimal de 60 m³/h sous 1 bar, peuvent compléter la ressource en eau.</p> <p>La réserve incendie de 600 m³ dispose d'une plate-forme d'aspiration aménagée selon les recommandations du service départemental d'incendie et de secours.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté que l'établissement bénéficie d'une réserve d'eau de 600 m³ pour l'intervention en cas d'incendie, disposant d'une plate-forme d'aspiration aménagée selon les recommandations du service départemental d'incendie et de secours, en étant notamment associée à une plateforme de 12 m² à laquelle on accède par l'intermédiaire d'une voie d'au moins 1,8 m de large. Comme évoqué aux points de contrôle à suivre, l'établissement est entièrement sprinklé, le</p>

<p>système de sprinklage étant associé à deux réserves, respectivement de 420 et 30 m3. Des extincteurs et RIA sont régulièrement répartis au sein de l'établissement. L'établissement bénéficie par ailleurs de la proximité de deux bornes incendie, à moins de 200 m, et ayant un débit minimal de 60 m³/h sous 1 bar.</p> <p>=> Ces éléments n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 7.7.2
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les moyens d'intervention sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none"> les robinets d'incendie armés de l'établissement ont été vérifiés et leur fonctionnement mis à niveau le 22 juillet 2025 par la société JOHNSON CONTROLS (partie production et bâtiments périphériques), ainsi que le 23 septembre 2025 par la société AAI pour le bâtiment logistique (anciennement CHOLLET) ; l'ensemble du parc d'extincteurs a été vérifié et mis à niveau le 15 novembre 2024 par la société CHUBB/SICLI. <p>Par ailleurs, le plan de répartition de ces équipements est à jour et affiché aux emplacements stratégiques de l'établissement.</p> <p>=> Ces éléments n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Installations de sprinklage (vérification et entretien)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 7.1
Thème(s) : Risques accidentels, Installations de sprinklage (vérification et entretien)
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 18/06/2024 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective date d'échéance qui a été retenue : 26/08/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la</p>

construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

Constats :

La dernière vérification semestrielle des installations de sprinklage a été réalisée le 22 juillet 2025 par la société JOHNSON CONTROLS, titulaire de la certification APSAD. Le compte-rendu de vérification, établi consécutivement selon les règles APSAD R1 s'appliquant à l'extinction automatique à eau de type sprinkler, identifie 4 points de non-conformités récurrentes observées pour la 1ère fois entre 2000 et 2024 :

- NC1) Les cheminées entre les racks de stockage au niveau du magasin matières premières sont insuffisamment dégagées, ces dernières ne présentant pas un espace minimum de 15 cm entre deux palettes sur toute la hauteur de cheminée (observation faite pour la 1ère fois en 2000) ;
- NC2) Un stockage de matière première du magasin fourniture s'avère trop élevé, présentant des hauteurs variant de 3,60 m à 4 m alors qu'elles ne devraient pas dépasser 3,20 m (observation faite pour la 1ère fois en 2022) ;
- NC3) au niveau du bâtiment de stockage, un stockage d'archives de feuilles plastiques conditionnées en carton se fait à la fois sur palettes bois et sur palettes plastiques, respectivement sur des hauteurs supérieures à 3,20 m et 2,20 m, hauteurs qui ne devraient pas être dépassées (observation faite pour la 1ère fois en 2024) ;
- NC4) au niveau du bâtiment de production, le stockage sur rack de films plastiques se fait sur palettes plastiques sur une hauteur de 4 m alors qu'il devrait être limité à 2,20 m (observation faite pour la 1ère fois en 2015).

Le compte-rendu établi par la société JOHNSON CONTROLS conclut notamment que les non-conformités n° 1 et 4 sont susceptibles de mettre en échec le dispositif de sprinklage. Ces 4 non-conformités doivent être levées au plus vite selon les conclusions du prestataire.

Au jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué avoir engagé des actions correctives pour les trois premières non-conformités. Consécutivement, l'exploitant a tout mis en œuvre pour que les actions engagées soient finalisées au plus tôt, les éléments d'information transmis depuis, par courriels du 16 octobre 2025 et du 6 novembre 2025, permettant de confirmer la réalisation des actions suivantes :

- NC1) Au niveau du bâtiment matières premières, une réimplantation du stockage des matières est en cours par la mise en place de butées métalliques de 15 cm (pour précision, environ 700 butées devaient être placées et 4000 palettes déplacées). L'exploitant s'est engagé initialement à finaliser cette opération sous 6 mois. Néanmoins, les dernières informations transmises par l'exploitant indiquent la mise en place de 322 butées sur les 682 attendues, représentant 47 % du travail à effectuer, justifiant d'une implication maximale pour la finalisation de cette action dans un délai le plus court possible et vraisemblablement bien inférieur à 6 mois.
- NC2) Au niveau du magasin fourniture, afin de ramener la hauteur de stockage à 3m20, l'exploitant a déclaré être en cours de suppression d'une hauteur de stockage des rangées A à L, les rangées A, B et J ayant d'ores et déjà été réaménagées, la travée C étant en cours de réaménagement. Si l'exploitant s'est engagé, initialement, à finaliser cette opération sous quelques semaines, les dernières informations transmises ont confirmé la complète réalisation des travaux attendus. **La non-conformité est donc levée.**
- NC3) Au niveau du bâtiment de stockage, l'exploitant a indiqué que le stockage d'archives

de feuilles plastiques a d'ores et déjà été abaissé par la suppression de la palette plastique et de 2 hauteurs de lisses, permettant de ramener la hauteur de stockage à 3,40 m. **La non-conformité est donc levée.**

- NC4) au niveau du bâtiment de production, toutes les hauteurs des racks de stockage des bobines plastiques ont été modifiées pour être ramenées à 2,20 m au plus, les opérations visant à réduire les hauteurs des racks de stockage des cylindres étant en cours, 50 % du travail étant d'ores et déjà effectué.

Des quatre non-conformités observées, deux sont d'ores et déjà levées, les deux autres faisant l'objet d'actions correctives très bien avancées.

=> Les installations de sprinklage font l'objet de deux points de non-conformité susceptibles de mettre en échec l'installation selon la dernière vérification semestrielle réalisée. Les actions engagées pour lever ces deux points de non-conformité doivent être finalisées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Vérification et entretien des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 7.3.3

Thème(s) : Risques accidentels, Vérification et entretien des installations électriques

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 18/06/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 26/08/2024

Prescription contrôlée :

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.

Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée à une périodicité annuelle par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

Constats :

<p>Les installations électriques de l'établissement ont fait l'objet de vérifications par l'APAVE du 4 au 15 novembre 2024. Ces vérifications sont renouvelées automatiquement annuellement (précédente vérification du 26 au 29 septembre 2023).</p> <p>60 anomalies électriques ont été observées lors de cette vérification. À l'heure actuelle, 42 ont été levées, l'exploitant s'étant engagé à solder les 18 dernières avant la fin de l'année 2025.</p> <p>Le certificat Q18 établi lors de cette vérification identifie quatre anomalies générant un risque d'incendie et d'explosion, toutes nouvellement constatées, permettant ainsi de justifier des actions engagées précédemment pour lever les anomalies antérieures.</p> <p>Trois de ces anomalies ont d'ores et déjà fait l'objet de l'action corrective correspondante.</p> <p>Seul le recalibrage de la protection de surcharge des circuits de l'armoire électrique située au niveau du bâtiment de production à proximité des locaux du personnel (couloir entrée) doit encore faire l'objet d'une action corrective. L'exploitant a indiqué que cette action, nécessitant une coupure d'alimentation électrique, sera réalisée le 29 décembre 2025.</p> <p>L'exploitant a également justifié de la réalisation d'un examen thermographique des installations électriques, réalisé par la société SEFI les 21 janvier 2025 (une remarque soldée le 24 janvier 2025 par remplacement d'un contacteur) et 2 septembre 2025 (aucune remarque).</p> <p>=> Une anomalie électrique génère un risque d'incendie.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 7 : Exutoire de fumées

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 7.3.2.1.1; 7.3.2.1.2; 7.3.2.2; 7.3.2.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Exutoire de fumées</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 7.3.2.1.1 : Atelier reproduction graphique La partie supérieure de l'atelier comporte à concurrence de 1% de la surface de la toiture des exutoires de fumées permettant en cas d'incendie l'évacuation des fumées et de la chaleur.</p> <p>Article 7.3.2.1.2 : Local de façonnage Les locaux doivent être équipés en partie haute d'exutoires de fumées à commande automatique et manuelle et leur surface ne doit pas être inférieure à 2% de la surface géométrique de la couverture.</p> <p>Article 7.3.2.2 : Bâtiment de stockage des matières premières</p>

<p>*Zone de stockage datant de 1993 : la toiture comporte 8 exutoires de fumées, pour une surface totale de 32 m², soit 1% de la surface de la couverture,</p> <p>*Zone de stockage datant de 2003 : La zone est équipée en partie haute d'exutoires de fumées à commande automatique et manuelle et leur surface ne doit pas être inférieure à 2% de la surface géométrique de la couverture.</p> <p>Article 7.3.2.3 : Bâtiment de stockage des produits finis</p> <p>Les locaux sont équipés en partie haute d'exutoires de fumée, gaz de combustion et chaleur dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Ces dispositifs doivent être à commande automatique et manuelle et leur surface ne doit pas être inférieure à 2 % de la surface géométrique de la couverture.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'établissement est équipé d'exutoires de fumées dont la surface totale est supérieure à 2 % de la surface géométrique de couverture des bâtiments. Ces dispositifs sont à commande automatique et manuelle.</p> <p>Ils ont tous été vérifiés, respectivement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - par la société KINGSPAN les 11 février 2025 et le 10 juillet 2025 pour l'atelier de production et les bâtiments périphériques (deux vérifications par an sur ces bâtiments) ; - par la société CHUBB/SICLI le 29 novembre 2024 pour le bâtiment logistique/ancien site CHOLLET (une vérification par an sur ce bâtiment). <p>Aucune anomalie n'est ressortie des dernières vérifications réalisées pour ces deux bâtiments.</p> <p>=> Ces éléments n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Dispositions constructives des bâtiments de production

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 7.3.2.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives des bâtiments de production</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le bâtiment de production est séparé du bâtiment de stockage des matières premières d'une distance d'au moins 10 m.</p> <p>Ce bâtiment comprend deux zones d'activités : un atelier de reproduction graphique et une unité de façonnage.</p> <p>Ces 2 zones d'activités sont séparées par un mur coupe feu 2 h en béton cellulaire, muni d'une porte coulissante coupe feu de degré 2h.</p> <p>Le bâtiment de production est séparé des locaux administratifs par un mur coupe-feu de degré 2h en béton cellulaire muni d'une porte coupe-feu 1/2h.</p>
<p>Constats :</p> <p>=> L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier du degré coupe-feu du mur séparant l'atelier de reproduction graphique et l'unité de façonnage.</p> <p>=> L'ouverture de mur permettant la circulation entre l'atelier de reproduction graphique et l'unité de façonnage ne bénéficie d'aucune porte (a fortiori, absence du degré coupe-feu 2h attendu).</p>

=> L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier du degré coupe-feu du mur et de la porte séparant l'atelier de production des locaux administratifs.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Circulation / Voie pompiers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 7.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Circulation / Voie pompiers
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 18/06/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 26/08/2024
Prescription contrôlée : L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée. Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins de services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.
Constats : Lors de la précédente inspection du 18 juin 2024, il avait été observé, au niveau de la voie pompier située entre le bâtiment de production et le bâtiment de stockage des encres et de l'atelier "Dosing", le stockage de 5 contenants métalliques d'encre, 6 palettes de récipients d'encre de 20 litres chacun, 15 GRV de colles diverses (résines et durcisseur) correspondant à la livraison du jour, ce type de livraison étant quotidien selon les précisions de l'exploitant. La voie pompier, bien que signalée comme telle sur toute sa longueur par plusieurs panneaux de signalisation, se trouvait de fait encombrée chaque jour au moins durant la matinée et perdait sa vocation. Pour y remédier, l'exploitant assure dorénavant la réception des encres au niveau des quais de chargement/déchargement. La voie pompier s'en trouve par conséquent libre en permanence. Cette dernière est effectivement apparue dégagée lors de cette nouvelle inspection. => Ces éléments n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Clôture de l'établissement / Accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 7.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Clôture de l'établissement / Accès
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 18/06/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 26/08/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'ensemble des installations est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la précédente inspection du 18 juin 2024, il a été constaté l'absence de clôture en limite de propriété, sur une quarantaine de mètres, du côté de l'ESAT "Les Tissandiers", entre l'incinérateur et la réserve incendie de la société OREP PACKAGING.</p> <p>Lors de cette nouvelle inspection, il a été constaté la pose du linéaire de clôture manquant. L'exploitant a précisé que les travaux ont été réalisés le 12 mars 2025 par la société TOURAINE CLÔTURE.</p> <p>L'établissement est dorénavant clôturé sur la totalité de sa périphérie.</p> <p>=> Ces éléments n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Conditions de stockage (identification)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 7.6.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de stockage (identification)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800 litres, portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un stockage de solvants souillés est fait au niveau de la voie pompier située entre le bâtiment de production et le bâtiment de stockage des encres et de l'atelier "Dosing". Les 3 fûts et les 2 IBC correspondants, s'ils sont associés à une capacité de rétention correctement dimensionnée, ne sont pas identifiés.</p> <p>=> Les 3 fûts et les 2 IBC de stockage de solvants souillés situés au niveau de la voie pompier</p>

située entre le bâtiment de production et le bâtiment de stockage des encres et de l'atelier "Dosing" ne sont pas identifiés.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 12 : Conditions de stockage (rétentions)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 7.6.3.
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de stockage (rétentions)
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 18/06/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 26/08/2024
Prescription contrôlée : Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • 100 % de la capacité du plus grand réservoir, • 50 % de la capacité des réservoirs associés. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none"> • dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts, • dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, • dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
Constats : <u>Voie pompier située entre le bâtiment de production et le bâtiment de stockage des encres et de l'atelier "Dosing" :</u> Lors de la précédente inspection du 18 juin 2024, il avait été constaté le stockage, au niveau de la

voie pompier située entre le bâtiment de production et le bâtiment de stockage des encres et de l'atelier "Dosing", de 5 contenants métalliques d'encre, 6 palettes de récipients d'encre de 20 litres chacun, 15 GRV de colles diverses (résines et durcisseur) correspondant à la livraison du jour. L'échange avec l'exploitant avait permis de confirmer que ces stockages, bien que temporaires, sont issus d'opérations de livraison renouvelées quotidiennement. La présence de GRV de colles, de palettes de récipients de 20 litres et de contenants métalliques d'encres diverses, était donc, dans des proportions variables, pérenne.

Le jour de l'inspection, aucun stockage non associé à une capacité de rétention correctement dimensionnée n'a été observé au niveau de la voie pompier située entre le bâtiment de production et le bâtiment de stockage des encres et de l'atelier "Dosing".

Par ailleurs, l'exploitant a précisé que la réception des encres se fait dorénavant au niveau des quais de chargement/déchargement, ces stockages étant dorénavant associés à des capacités de rétention correctement dimensionnées.

Stockage des encres en zone de production H8-H9 :

Au niveau du secteur de production "héliogravure", le stockage des encres d'appoint en récipients de 20 litres en zone H8-H9 se fait sur chariot dont la capacité de rétention associée est le plus souvent mal dimensionnée. Sur les 8 chariots présents et examinés le jour de l'inspection, seulement 2 se sont trouvés associés à une capacité de rétention correctement dimensionnée.

=> Certains stockages d'encres d'appoint faits sur chariot au niveau de la zone de production H8-H9 sont associés à des capacités de rétention mal dimensionnées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 13 : Etat des stocks des préparations dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 7.2.1, 8.1.1.24 et 8.2.4

Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks des préparations dangereuses

Prescription contrôlée :

Article 7.2.1 de l'AP du 13 janvier 2014

[...] L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses susceptibles d'être présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenue à jour.[...]

Article 8.1.1.24 de l'AP du 13 janvier 2014

L'exploitant tient un inventaire des stocks par réservoir. Cet inventaire est réalisé tous les jours, après le dernier transfert de liquides de la journée en cas de fonctionnement discontinu des installations.[...]

Article 8.2.4 de l'AP du 13 janvier 2014

L'exploitant tient à jour un état indiquant la quantité de diisocyanate de diphenylméthane (MDI) stockée.[...]

Constats :

L'exploitant tient à jour un registre indiquant précisément l'état des stocks des produits présents au sein de l'installation. Notamment, l'état des stocks présenté fait apparaître la présence des volumes et quantités suivantes :

<u>Catégorie</u>	<u>Quantité autorisée</u>	<u>Quantité présente le 2 octobre 2025</u>
Acétate d'éthyle	38 m ³	6,23 m ³
Alcool éthylique (éthanol)	30 m ³	19,44 m ³
Solvants usagés de nettoyage	30 m ³	19,0 m ³
Encres	50 T	47,9 T
Solvants divers	1 m ³	0,5 m ³
MDI (solvants divers)	/	16 T

L'état des stocks est correctement tenu à jour.

Il convient de préciser qu'un projet d'arrêté préfectoral complémentaire actualisant le classement des activités de l'établissement au regard de la suppression/création de certaines rubriques de la nomenclature des installations classées a été proposé au préfet après échanges avec l'exploitant. Les rubriques 1432 (liquides inflammables) et 1158 (emploi et stockage de MDI : diisocyanate de diphenylméthane) ayant notamment été supprimées au profit de la création de la rubrique 4331 (substances inflammables), ces éléments ont été pris en compte. Le volume total autorisé par ce projet d'arrêté fixe la quantité globale totale stockée à 160 tonnes de substances inflammables.

=> Ces éléments n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Rejets à l'atmosphère/captation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 3.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets à l'atmosphère/captation
Prescription contrôlée : Les rejets à l'atmosphère sont dans toute la mesure du possible collectés et évacués, après traitement éventuel.
Constats : L'exploitant a déclaré que les installations d'impression et de nettoyage (3 unités d'héliogravure, 3 unités de flexographie, 2 installations de nettoyage héliogravure, 2 machines de nettoyage des clichés et des cylindres), à l'origine d'émissions atmosphériques, sont munies d'extracteurs d'air, le collecteur installé en toiture dirigeant ensuite les rejets atmosphériques vers l'oxydateur thermique. Ces éléments ont été vérifiés in situ. Le raccordement des évacuations de l'atelier de "dosing" à l'incinérateur a été étudié. Néanmoins, l'exploitant n'a, à ce jour, pas trouvé de solutions techniques permettant d'atteindre cet objectif à un coût raisonnable au vu de la configuration des installations et du gain environnemental associé. Par ailleurs, les teneurs en concentrations et en flux des rejets ne justifient pas ce raccordement (campagne de mesures à l'appui). L'oxydateur thermique se compose de deux brûleurs et de trois chambres de combustion (dont 2 de délestage). Il fonctionne en autothermie, ne nécessitant qu'un préchauffage pour la mise en route, la température moyenne des chambres étant de 800 °C. => Ces éléments n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Rejets à l'atmosphère/Autosurveillance (fréquence)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 9.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets à l'atmosphère/Autosurveillance (fréquence)
Prescription contrôlée : Les émissions atmosphériques font l'objet d'une auto-surveillance à une fréquence : <ul style="list-style-type: none"> • annuelle pour les paramètres suivants : CH₄, NO_x, CO, • semestrielles pour les COVt
Constats : L'exploitant a présenté les 3 derniers rapports de campagnes d'analyses de rejets atmosphériques réalisées sur le site. Ces campagnes d'analyses ont respectivement été réalisées par l'APAVE le 24 avril 2024, le 24 octobre 2024 et le 9 juillet 2025, toutes les campagnes d'analyses ayant porté sur les COVt, celles du 24 avril 2024 et du 9 juillet 2025 ayant également porté sur les paramètres CH ₄ , NO _x , CO. Les fréquences d'autosurveillance des différents paramètres concernés sont respectées. => Ces éléments n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Rejets à l'atmosphère/Concentrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 3.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets à l'atmosphère/Concentrations
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).</p> <p>Les valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • COV totaux exprimés en carbone total : 20 mg/Nm³ (1), • NOx exprimés en équivalent NO2 : 100 mg/Nm³, • CH4 : 50 mg/Nm³, • CO: 100 mg/Nm³. <p>(1) La teneur en oxygène de référence pour la vérification de la conformité aux valeurs limites d'émission est celle mesurée dans les effluents en sortie d'équipement d'oxydation.</p>
<p>Constats :</p> <p>La société OREP PACKAGING a fait l'objet, par le passé, de dépassements en monoxyde de carbone (215 mg/Nm³ en novembre 2020). L'expertise diligentée consécutivement par l'exploitant a fait valoir que cette anomalie provenait des têtes de brûleur de l'incinérateur dont le remplacement a été effectué le 6 janvier 2022 par la société MEP. Les têtes de brûleur de l'incinérateur sont remplacées tous les trois ans dorénavant.</p> <p>Depuis, les résultats d'analyses sont en tout point conformes en concentration, pour les différents paramètres à analyser, ce que confirment les trois dernières analyses consultées (24 avril 2024, 24 octobre 2024, 9 juillet 2025).</p> <p>=> Ces éléments n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Rejets à l'atmosphère/Flux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 3.2.6
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets à l'atmosphère/Flux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les flux de polluants rejetés à l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • COV totaux exprimés en carbone total : 1,14 kg/h, • NOx exprimés en équivalent NO2 : 5,7 kg/h, • CH4 : 2,85 kg/h, • CO: 5,7 kg/h.

<p>Constats :</p> <p>Sur les 3 dernières campagnes d'analyses réalisées mentionnées aux points de contrôles précédents, aucun dépassement n'a été observé en flux concernant l'ensemble des paramètres concernés.</p> <p>=> Ces éléments n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 18 : Oxydateur thermique/Entretien

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 3.1.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Oxydateur thermique/Entretien</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'oxydateur thermique fait l'objet d'un entretien semestriel réalisé pendant les périodes de fermeture, par l'intervention de la société MEP. Le dernier entretien a notamment été réalisé les 4 et 5 juillet 2025. Les cadres d'étanchéité ont notamment été remplacés à cette occasion. Les tubes-flammes sont par ailleurs remplacés tous les trois ans.</p> <p>La société OREP PACKAGING profite de ces interventions pour assurer sur l'incinérateur des vérifications et opérations de maintenance internes.</p> <p>=> Ces éléments n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 19 : Plan de gestion de solvants (PGS)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 3.2.4.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion de solvants (PGS)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un plan de gestion de solvants (PGS), mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation.</p> <p>L'exploitant transmet le plan de gestion des solvants annuellement, avant le 31 mars de l'année n+1 pour les émissions de l'année n, à l'inspection des installations classées et l'informe de ses actions visant à réduire sa consommation de solvants.</p> <p>Les masses mises en œuvre dans le PGS sont exprimées en tonnes de solvants et non en équivalent carbone.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le PGS 2024, dont le dernier exemplaire a été présenté à l'inspection des installations classées le jour de l'inspection, a fait l'objet d'un examen approfondi au cours de la visite.</p> <p>Comme il se doit, le PGS étudié établit le bilan matière des entrées et des sorties des solvants organiques sur l'ensemble des installations consommatrices de ces solvants et évalue les</p>

émissions totales canalisées et diffuses de COV.

La **consommation de solvants de l'établissement** OREP PACKAGING, en augmentation constante entre 2011 et 2018 (passage de 1643 tonnes de solvants consommés en 2011 à 1930 tonnes en 2018), a ensuite été progressivement réduite pour revenir à une consommation plus ou moins stabilisée depuis 2022 (1621 tonnes en 2022, 1635 tonnes en 2023, **1644 tonnes en 2024**).

Pour rappel, les émissions atmosphériques totales de COV issues du fonctionnement des installations prises en compte dans le dossier de demande d'autorisation ayant abouti à l'AP d'autorisation du 13 janvier 2014 se montaient à 501,5 tonnes pour 164,9 tonnes de rejets diffus représentant 14,6 % de la quantité de solvants utilisée pour l'ensemble des installations.

Il convient de noter que les **émissions atmosphériques totales de composés organiques volatils** issues du fonctionnement des installations font également l'objet d'une diminution significative au fil des années consécutivement aux différentes actions engagées en ce sens par l'exploitant : 200,9 tonnes en 2014, 148,4 tonnes en 2016, 122,1 tonnes en 2018, 104,4 tonnes en 2020, 107,9 tonnes en 2022, **108,5 tonnes en 2023, 94,0 tonnes en 2024**.

La part des **émissions diffuses de COV** se monte par ailleurs à moins de 10 % de la quantité de solvants utilisée pour l'ensemble des installations. Elle a été en constante diminution jusqu'en 2018 puis s'est stabilisée par la suite (10,90 % sur l'année 2014, 7,8 % sur l'année 2016, 6,17 % en 2018, 5,55 % en 2020, 6,33 % en 2022, 6,31 % en 2023, **5,32 % en 2024**). Ces résultats sont conformes au seuil réglementaire des émissions diffuses à ne pas dépasser, fixé à 20 % de la quantité de solvants utilisée pour l'ensemble des installations (cf. dispositions de l'article 3.2.5 de l'AP du 13 janvier 2014).

Ce document comporte bien, par ailleurs, un chapitre traçant précisément les actions engagées par le passé et les axes de réflexion en cours permettant de réduire ou supprimer l'émission des solvants consommés :

- Ces dernières années, cinq nouveaux équipements ont été raccordés à l'épurateur thermique en place sur le site, à savoir :
 - 3 unités de nettoyage des équipements des lignes d'impression par héliogravures n° 1, n° 2, et n° 3,
 - une complexe mise en service en 2014 (DCM, type LAMINASTAR 2 COMBI),
 - une machine d'impression par héliogravure (COMXI F4) en remplacement d'une machine d'impression par flexographie (F8), par ailleurs totalement fermée et donc sans émission de solvants diffus,
- une installation dite de « dosing » des encres mise en service en 2017 dans le magasin de stockage des encres et vernis (investissement d'environ 675 000 euros) permettant d'optimiser la gestion des encres neuves et de récupération en préparant les encres prêtes à l'emploi in situ, et réduire ainsi les quantités mises en œuvre,
- des améliorations ont été apportées dans la collecte des déchets solvantés, limitant les rejets diffus,
- l'entretien des machines d'impression, des machines à laver, de l'épurateur thermique et le remplacement de pièces diverses a conduit entre 2019 et 2022 à une diminution des quantités de solvants mises en jeu et à un traitement plus efficace des émissions,
- la réalisation, depuis 2023 à ce jour, d'opérations de téflonnage de certains équipements comme les couvercles de seaux, permettant de limiter l'accroche des encres et par voie de conséquence la quantité de solvants de nettoyage et de chiffons utilisés.

Une attention particulière a également été portée sur le type de produits à l'origine des émissions de composés organiques volatils mis en œuvre sur site (194 références de ces produits sont utilisées sur le site entre les colles, les encres, les vernis, et les solvants de nettoyage). Tous sont clairement identifiés au sein du PGS, notamment par leur dénomination, leur consommation, le pourcentage de composés organiques volatils, la part des émissions à l'atmosphère, leurs mentions de danger. Trois références de produits utilisés présentent notamment des mentions de

danger H351 sans pour autant comporter d'halogène.

=> Ces éléments n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 20 : Rejets à l'atmosphère / Emissions diffuses de COV

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 3.2.5

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets à l'atmosphère / Emissions diffuses de COV

Prescription contrôlée :

Le flux annuel des émissions diffuses de COV de l'ensemble des installations ne doit pas dépasser 20 % de la quantité de solvants utilisée pour l'ensemble des installations. Le résidu de solvant dans le produit fini n'est pas considéré comme faisant partie des émissions diffuses.

Constats :

La part des émissions diffuses de COV se monte à 5,32 % en 2024 comme indiqué au point de contrôle précédent, ce qui est conforme au seuil à ne pas dépasser de 20 % de la quantité de solvants utilisée pour l'ensemble des installations.

=> Cet élément n'appelle pas de remarque particulière de la part de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite